

LE BILLET

Question de principe

C'est le lot de certains sujets, à très forte teneur politique. Ils divisent *a priori*. Pour la droite, c'est la sécurité. Dépositaire du débat, elle réfute à l'autre camp la capacité de le traiter. Pour la gauche, c'est la culture. Elle s'en accapare la propriété intellectuelle, et le droit d'en disposer. Mais si la droite coupe dans le budget, c'est l'hallali. La récente polémique n'a pas fait exception à la règle. Pourtant, malgré ses outrances, elle a tout de même eu quelques vertus. Réveiller l'opposition municipale, et libérer la parole de l'adjointe à la culture. Reste à espérer que le débat ne reste pas qu'événementiel, et qu'il s'inscrive dans la durée. La culture mérite mieux que des coups de menton.

Matthieu Perrinaud

COMMUNICATION ■ La culture au cœur du débat depuis l'annonce de coupes budgétaires

Mieux clarifier l'offre culturelle

Une polémique passionnée a secoué la cité johannique, ces dernières semaines, à propos des arbitrages budgétaires de la municipalité. On a rarement autant parlé culture à Orléans...

Matthieu Perrinaud

matthieu.perrinaud@centrefrance.com

La culture menacée ? À entendre ou lire certains, le péril est proche. Mais à y regarder de plus près, personne, sérieusement, ne peut émettre un tel jugement. Car la culture se porte bien, dans la cité johannique. Très bien même.

Quatre structures dans un même théâtre, un Centre chorégraphique national, un Zénith, une salle de musiques actuelles, un Orchestre symphonique prestigieux, un foisonnement associatif... Au-delà des questions de rénovations et différents chantiers en cours (*lire par ailleurs*), l'amateur éclairé ne trouvera guère de raison de se plaindre.

Pas irréprochable

Mais ce n'est pas non plus pour cela que la municipalité est irréprochable en la matière. D'une



DÉBAT. La mise entre parenthèses du festival Orléans'Jazz a déchaîné les passions. C. BESSEYRE

part, si l'adjointe au maire chargée de la culture explique avoir fixé plusieurs caps (*lire page suivante*), la question se pose pour les différentes mandatures du maire UMP d'Orléans, Serge Grouard.

D'abord, aucun directeur du service culturel n'est resté en poste un mandat entier. Depuis 2012, Sophie Ferkatadi, ancienne conseillère municipale de Jean-Pierre Sueur et ancienne directrice de la Fnac, est la cinquième à

occuper le poste, après Muriel Genthon (2001-2002), Émilie Bettéga (2002-2005), Catherine Dupraz (2006-2010) et Delphine Regalasti-Multon (2010-2011).

Ensuite, les adjoints chargés de ce portefeuille ont systématiquement été remerciés après un seul exercice. Marc Champigny, d'abord, puis Éric Valette.

Service après-vente

Nouvelle élue à la culture depuis les élections de

mars 2014, Nathalie Kerrien a donc repris les rênes. En sachant pertinemment que la tâche ne relèvera sûrement pas du long fleuve tranquille. D'autant que depuis quelques semaines, c'est elle qui doit assurer le service après-vente de déclarations sensibles mais très mal préparées.

Le 24 octobre, lors d'une première conférence de presse, Serge Grouard évoque des économies, parle de jazz et de l'Astrolabe,

mais sans rien chiffrer. La polémique s'accroche aussitôt à ce flou artistique. Seconde conférence de presse une semaine plus tard, pour clarifier les choses. Plus ou moins.

Deux conférences de presse sur le même sujet

D'autant que, dans le même temps, les associations apprennent par la presse qu'elles seront globalement impactées à hauteur de 5 %, en moyenne. Sans savoir si elles seront dans la tranche haute ou basse. Et même, pour certaines, en ignorant que leur subvention sera réévaluée.

C'est là que le bât a tendance à blesser. Pourtant, si elle ne se prenait pas les pieds dans le tapis de la communication, Orléans pourrait fièrement porter aux quatre vents la bonne parole de son excellence artistique. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Loin, très loin d'une quelconque menace. ■

FINANCES

Trois quarts du budget culturel pour les grandes structures

20,6 millions d'euros. 11 % du budget global. Et selon la mairie, le deuxième portefeuille après celui de l'éducation. En termes de finances, c'est vrai, la culture orléanaise se porte bien.

Mais la baisse de 3 % récemment annoncée ne sera pas non plus indolore. Partie émergée de l'iceberg et terreau de toutes les crispations, le festival de jazz perd de sa superbe en même temps que son écrin et ses têtes d'affiche : 80.000 € de budget en 2015, contre 549.000 € en 2014.



CHOIX. Le budget de la culture perd 3 % en 2015. D.R.

80.000 € de budget en 2015, contre 549.000 € en 2014 pour le festival de jazz

Moins médiatiques mais touchées, elles aussi, les associations. Ou certaines d'entre elles, plutôt, impactées de manière très différente par les 5 % de diminution promise globalement à toutes les structures. La Scène nationale, par exemple, perd

10 % de ses subventions (*lire en page suivante*), censées être reversées, par un jeu de vases communicants encore flou au Centre dramatique national et au Centre chorégraphique national.

Beaucoup plus gourmands, le théâtre reçoit 2,633 millions d'euros, le conservatoire 3,9 millions, et les médiathèques 3,4 millions. Avec les 5 millions injectés au futur museum, et le subventionnement de l'Esad, plus de 2 millions d'euros, trois quarts du budget sont engloutis par les grandes structures. ■

ASTROLABE II ■ Le directeur du lieu conteste les chiffres de la municipalité

« Le coût réel se situerait entre 7 et 9 M€ »

Fred Robbe, le patron de l'Astrolabe, a accusé le coup des arbitrages budgétaires. Pas très longtemps. Il remonte désormais au front pour défendre le projet de nouvelle salle. Et fait les comptes.

1 Le site. « L'idée de Port-Madeleine n'est pas abandonnée, c'est positif, mais il existe d'autres sites possibles, je ne suis pas accroché à l'hypercentre, mais il faut rester dans le premier cercle. L'implantation sur un no man's land Courtepaille-Auchan-Zénith semble totalement en dehors de la tendance. »

2 Le coût. « Quand on annonce que l'Astrolabe va coûter 30 millions d'euros, je ne suis pas d'accord. L'argument de la ville, c'est de dire que ce chiffre concerne également le conservatoire. »

En ce qui me concerne, j'ai toujours défendu l'idée d'un Astrolabe II en site propre, et dans le programme électoral de Serge Grouard, il y a seulement l'Astro II, pas le conservatoire. Mais cela n'exclut pas la proximité des deux sites. »

3 Le financement. « Si on estime le projet à



PROJET. L'Astrolabe II, tel qu'il était initialement prévu dans l'exposition « Orléans 2025 ».

15 millions d'euros, on peut trouver des financements. Le ministère de la Culture a complètement conscience de la nécessité de moderniser l'outil Astro. La Région a clairement dit, elle aussi, qu'elle soutiendrait ce projet. Enfin, il existe des fonds européens, pour les projets liés à l'attractivité du territoire.

Dernière chose : nous, association Antirouille, gestionnaire de l'Astrolabe, pourrions innover et émettre l'idée d'un partenariat public-privé d'un nouveau genre, pour être co-financiers de ce lieu,

et faire un emprunt garanti par la Ville.

Sur un montant total de 15 millions, comprenant le bâti et l'investissement technique, le coût réel se situerait donc entre 7 et

9 millions d'euros. Selon moi, pour une ville comme Orléans, injecter une telle somme est dans le domaine du possible. Ou alors on est incapable d'inventer des choses. ■

La ville finance un tiers du budget

L'administrateur et le directeur de l'Astro, Alexandre Brechet et Fred Robbe, réagissent à la sortie de l'élue FN Arlette Fourcade sur leurs salaires, lors du conseil municipal. « Ce sont nos salaires bruts ! Et ils sont en dessous de la moyenne nationale », justifie le premier. Il précise aussi que la ville d'Orléans, qui a confié la gestion de la salle à l'association Antirouille, n'est pas le seul partenaire : « Elle finance un gros tiers du budget, mais les pertes éventuelles sont couvertes par la trésorerie de l'association, pas par la ville. »